

Royaume-Uni/Diplomatie

Brexit : Boris Johnson présente à Bruxelles un "compromis" de la dernière chance

AFP
Manchester/Royaume-Uni

En cas de rejet de son plan, son sortirait de l'UE le 31 octobre "quoi qu'il arrive", a-t-il prévenu.

LE Premier ministre britannique Boris Johnson a mis hier la pression sur les Européens en les avertissant que le Royaume-Uni était prêt à une sortie de l'UE sans accord le 31 octobre en cas de rejet d'un "compromis" présenté par Londres.

Arrivé au pouvoir fin juillet avec la promesse de sortir coûte que coûte son pays de l'Union européenne, le chef du gouvernement conservateur a annoncé qu'il présenterait dans la journée à Bruxelles "des propositions raisonnables et constructives", plaçant la balle dans le camp européen.

"Oui, le Royaume-Uni fait un compromis, et j'espère vraiment que nos amis européens le comprendront et feront un compromis à leur tour", a-t-il déclaré devant ses militants au dernier jour du congrès annuel du Parti conservateur à Manchester (nord-ouest de l'Angleterre).

S'il n'est pas rentré dans les détails techniques, il a averti qu'en cas de rejet de son plan, le Royaume-Uni sortirait de l'UE le

31 octobre "quoi qu'il arrive". Il a assuré qu'en cas de rejet de son plan, son pays était "prêt" à un "no deal", aux conséquences économiques potentiellement désastreuses, effrayant la Bourse de Londres.

L'objectif de cette nouvelle offre est toutefois d'éviter une sortie brutale en résolvant la casse-tête de la frontière irlandaise pour mettre fin à trois ans d'une saga qui a plongé le Royaume-Uni dans une profonde crise politique.

Ce plan, dont les détails qui ont fuit ont été accueillis froidement à Dublin, n'a pas été commenté par Bruxelles en attendant que les détails soient officialisés. Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker devait s'entretenir par téléphone dans l'après-midi avec Boris Johnson.

A Berlin, une porte-parole du gouvernement allemand a indiqué que la Commission européenne devait étudier le projet avant de se prononcer. "Il est important de trouver une solution car le temps presse un peu", a-t-elle ajouté.

CONTRÔLES DOUANIERS ? A 29 jours de la date prévue pour le Brexit, le calendrier est très serré pour trouver un accord de divorce. Celui négocié par Theresa



Le Premier ministre Boris Johnson : un «compromis» proposé à l'UE qui ne remet pas en cause la volonté d'en sortir le 31 octobre.

Photo : AFP

May, prédécesseur de Boris Johnson, avait été rejeté à trois reprises par le Parlement britannique, mécontent notamment du "filet de sécurité" (ou "backstop" en anglais), mécanisme visant à éviter le retour d'une frontière en Irlande entre la province britannique du Nord et la république membre de l'UE au sud, après le Brexit.

Selon The Telegraph, la nouvelle proposition britannique prévoit que l'Irlande du Nord reste dans le marché unique européen jusqu'en 2025, tout en formant une union douanière avec le Royaume-Uni. Il y aurait donc en quelque sorte deux frontières : des contrôles douaniers entre les deux Irlande et des contrôles réglementaires en mer d'Irlande, qui sépare la Grande-Bretagne de sa province

nord-irlandaise. Le chef de la diplomatie irlandaise Simon Coveney, sur Sky News, s'est dit "pas très encouragé" par ces informations : "Si ce qu'il propose ce sont des contrôles douaniers sur l'île d'Irlande, alors je ne pense pas que ce sera la base à un accord".

Boris Johnson a de nouveau démenti envisager le retour de tels contrôles physiques à la frontière, sans expliquer comment il comptait résoudre la question.

Carolyn Fairbairn, la patronne de la principale organisation patronale britannique (CBI), a estimé que l'offre britannique ne pouvait "être la destination finale" car elle bloquerait l'Irlande "avec des barrières de tous les côtés".

Enthousiasmée par le discours de Boris Johnson, la militante Rosemary

Hardwicke (conservateurs de l'île de Wight) regrette qu'il n'ait pas détaillé davantage son offre à Bruxelles. "C'est juste une idée, me semble-t-il. Je ne pense pas qu'il ait dit quelque chose (...) qui n'ait pas déjà été dit".

Sous sa forme actuelle, le "backstop" prévoit de maintenir le Royaume-Uni tout entier dans une union douanière avec l'UE, ainsi qu'un alignement réglementaire sur l'UE plus poussé pour l'Irlande du Nord.

La perspective du rétablissement d'une frontière entre les deux Irlande en cas de "no deal" inquiète particulièrement Dublin, qui y voit une menace pour la paix en Irlande du Nord, difficilement établie en 1998 après trois décennies de violences entre des républicains nationalistes (catholiques), partisans de la réunification de l'île, et loyalistes unionistes (protestants), défenseurs du maintien dans la Couronne britannique.

Boris Johnson a prévenu qu'en cas d'échec des négociations avec l'UE, il ne demanderait pas de report du Brexit à Bruxelles. Une loi lui impose pourtant de demander un nouveau report s'il n'obtenait pas d'accord avec l'UE d'ici au 19 octobre, juste après le prochain sommet européen.

Cameroun/Dialogue national

Des politiques exigent un débat sur la forme de l'Etat

AFP
Yaoundé/Cameroun

PLUSIEURS personnalités politiques camerounaises ont profité du Grand dialogue national destiné à résoudre la crise anglophone qui ensanglante l'ouest du pays, pour aborder par communiqué ou sur les

réseaux sociaux des questions sur la forme de l'Etat, sujet exclu par le pouvoir. John Fru Ndi, leader du Social Democratic Front (SDF, principal parti d'opposition), a exigé un retour au fédéralisme à deux Etats, comme c'était le cas avant l'abolition de ce système en 1972, selon une déclaration lue lors du dialogue national ouvert

lundi et dont l'AFP a obtenu copie.

"Si (les propositions du SDF) sont ignorées, le SDF n'aura d'autre choix que de se retirer du dialogue", a-t-il prévenu dès lundi.

Son parti avait déjà menacé de ne pas prendre part au dialogue qui s'est ouvert lundi.

L'opposant Akeré Muna, anglophone et avocat de

renom, a décidé de claquer la porte des discussions dès lundi, dénonçant le refus de Yaoundé d'ouvrir un débat sur la forme de l'Etat, selon des médias locaux.

Le dialogue national se poursuivait mardi par des travaux en commissions à huis clos.

Une autre opposante, Alice Sadio, a annoncé mardi sur les réseaux sociaux sa décision de ne plus prendre part aux travaux, dénonçant un "grand monologue hypocrite".

En convoquant le dialogue, le président Paul Biya avait défini les sujets débattus, excluant de fait les questions sur le fédéralisme et la sécession qui est prônée par une partie des anglophones.

M. Biya, 86 ans dont près de 37 au pouvoir, avait aussi exclu tout dialogue sur son statut de président. Mais une figure de son parti, le Rassemblement du peuple camerounais

(RDPC), Ibrahim Mbombo Njoya, sultan de Foumban (ouest), a pris la parole lundi dans le cadre du dialogue pour poser, contre toute attente, la question de l'alternance au sommet de l'Etat. "Le seul remède qui pourrait guérir le mal est (notamment) la limitation du nombre de mandats présidentiels à deux (pour une durée de cinq ans chacun)", a-t-il déclaré.

Présent lors de cette intervention, le Premier ministre, Joseph Dion Ngute, qui préside le dialogue national, a prié M. Mbombo Njoya de se conformer au cadre fixé par M. Biya.

En 2008, alors que la Constitution limitait la présidence à deux mandats de cinq ans, M. Biya avait obtenu de l'Assemblée nationale, dominée par son parti, une suppression de cette disposition. Il a été réélu en octobre 2018 pour un mandat de sept ans lors d'une élection contestée.

C'est arrivé...

Un boa constrictor sous le capot

UN garagiste de l'Est de la France a eu la surprise, en ouvrant le capot d'une voiture à réparer, d'y découvrir un boa constrictor blotti dans le moteur.

L'autre mardi après-midi, à Metz, "les spécialistes en sauvetage animalier ont délogé un boa constrictor d'un moteur en pleine maintenance chez un garagiste !", ont tweeté les pompiers locaux, photos à l'appui.

Les clichés montrent l'imposant reptile enroulé bien en évidence sur le dessus

du moteur. Le serpent carnivore, qui consomme des proies vivantes en les étouffant, a été délogé par le groupe de secours animalier des pompiers.

Depuis le début de l'année, "c'est la 50e intervention pour un serpent dont une bonne quinzaine concernait des serpents exotiques chez des particuliers notamment. Nous avons eu, aussi, pas mal d'appels pour des couleuvres ou des vipères dans des maisons", a confié à la presse locale le capitaine des pompiers Sébastien Husser.

... à Metz (France)

L'Afrique en bref

• **Mali/Jihadistes.** L'armée à la recherche de ses disparus après un lourd revers

L'armée malienne et ses alliés recherchent activement dans le centre du pays des dizaines de soldats disparus à l'issue de combats contre les jihadistes, parmi les plus meurtriers depuis des mois pour Bamako et ses partenaires africains.

• **Nigeria/Diplomatie.** Buhari en Afrique du Sud

Le président nigérian Muhammadu Buhari effectuera ce jeudi une visite d'État en Afrique du Sud après une vague de violences xénophobes, un rare déplacement destiné à apaiser les vives tensions nées entre les deux premières économies du continent.

• **RDCongo/Politique.** Une ONG appelle à enquêter sur le patrimoine de Kabila

Une organisation congolaise a appelé les autorités judiciaires de la République démocratique du Congo à enquêter sur le patrimoine de l'ancien président Joseph Kabila et des anciens ministres, a indiqué hier à l'AFP cette ONG, l'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ).

• **Tunisie/Présidentielle.** Second tour le 13 octobre

L'instance chargée d'organiser les élections en Tunisie (Isie) a confirmé hier que le second tour de la présidentielle se tiendrait le 13 octobre, après des appels à repousser le scrutin lancés par le parti d'un candidat emprisonné.

A travers le monde

• **France/Manifestation.** Policiers : la "marche de la colère"



Photo : AFP

Des milliers de policiers ont défilé hier à Paris pour une "marche de la colère" sur fond de malaise de l'institution, de hausse des suicides et de réforme des retraites.

• **Irak/Troubles.** Nouveaux tirs pour disperser des manifestants

Les forces de l'ordre irakiennes ont à nouveau tiré en l'air hier, à balles réelles, pour disperser des manifestants à Bagdad, alors que le président les avait exhortées à la retenue après des manifestations qui ont déjà fait trois morts.